

La forêt derrière l'arbre

Irrémédiablement perçue à travers le prisme de l'indexation automatique des salaires, la compétitivité luxembourgeoise recède d'enjeux requérant davantage d'attention. Le rapport du Forum économique mondial fournit une grille de lecture.

Pierre Sorlut

Le torchon brûle à nouveau entre les partenaires sociaux du comité de coordination tripartite. Le patronat reproche dorénavant au gouvernement de sacrifier la compétitivité des entreprises sur l'autel du modèle social luxembourgeois en prévoyant le déclenchement d'une tranche indiciaire, en octobre 2011. Cette fois encore, le débat sur la compétitivité se limite à l'index. La récurrence de cet amalgame entre chute de la compétitivité et indexation automatique des salaires ferait presque croire en l'existence d'une école de pensée économique à part entière. Un lien existe, certes, mais Jean-Claude Juncker, lui-même, le clame haut et fort dans son discours sur l'état de la Nation: «*La compétitivité ne se limite pas à l'indexation des salaires.*» De multiples rapports publiés entre septembre et octobre sont également là pour le rappeler.

Le *Global competitiveness report* du *World Economic Forum* (Wef), l'*Annuaire de la compétitivité de l'Union des Entreprises Luxembourgeoises* (UEL) et les *Perspectives de politique économique de l'Observatoire de la compétitivité luxembourgeois* (OdC) - sur le point d'être publié - complètent une bibliographie sur le thème déjà bien dense. Si bien que des éminents économistes, comme Paul Krugman, prix Nobel d'économie en 2008, préfèrent se mêler de ce concept à la mode.

Buzzword ou pas, le terme a au moins le mérite d'attirer l'attention des agents économiques sur des enjeux que le débat politique et la couverture médiatique manqueraient presque d'occulter, à commencer par la prise en considération d'objectifs de long terme. Le rapport du Wef retient comme éléments constitutifs du concept éponyme, «*un ensemble d'institutions, de politiques et de facteurs qui déterminent le niveau de productivité d'un pays*», lequel crée, à son tour, un niveau de prospérité durable profitant à toute la population.

Or, selon Lionel Fontagné, dont le nom est devenu à jamais indissociable de la compétitivité au Grand-Duché depuis la rédaction d'un rapport sur le sujet en 2004, «*la prospérité du secteur financier et la croissance forte* [durant les cinq années précédant la crise] ont masqué temporairement certaines limites du modèle luxembourgeois». La crise a dorénavant rattrapé la réalité économique du pays. Dans un classement adaptant la pondération des 113 critères recensés via un sondage d'opinion dans les milieux d'affaires et des statistiques recueillies auprès d'organisations supranationales, le Forum économique mondial

replaces le débat sur la compétitivité luxembourgeoise dans un contexte global, ou tout le moins européen. Fortement exposé à la conjoncture internationale, le Luxembourg regarde désormais vers ses voisins et le constat est amer: «*On piétine dans le classement.*»

Cette formule revient à Carlo Thelen, *chief economist* à la *Chambre de Commerce* et coordinateur national du rapport pour le Wef. Analysant les notes synthétisées pour le Luxembourg, il constate que le pays «*reste en dessous de ses partenaires commerciaux principaux*». En effet, et bien que progressant d'une place par rapport à l'exercice précédent (20^e), le Luxembourg talonne toujours la Belgique (19^e), suit la France (15^e) de loin et laisse filer l'Allemagne (5^e).

Parmi les douze piliers sur lesquels se base l'indice de compétitivité, les «*quatre majeurs*» pour les économies basées sur l'innovation, stade suprême du développement selon le Wef, reflètent la performance du système d'éducation supérieure, l'agilité technologique, l'innovation et la sophistication des entreprises. Le premier enjeu retient tout particulièrement l'attention de M. Thelen (voir graphique page 19): «*Il y a un grand décalage entre ce qu'on investit dans l'enseignement et ce qu'on en retire. Nous sommes sur une bonne voie, mais cela prend du temps, peut-être des dizaines d'années. Il faut garder une continuité dans les réformes et regarder sur le long terme.*» En attendant, la note du Luxembourg pour l'éducation supérieure stagne bien en deçà de la moyenne des pays «*innovants*» (voir graphique page 20). Le système éducatif luxembourgeois figure au 108^e rang sur 139 en matière de taux d'inscription à un cycle d'études tertiaire. Un constat qui inquiète au plus haut point 15% des hommes d'affaires interrogés.

Un travail de longue haleine

Les notes afférentes à l'innovation relèvent, légèrement la moyenne, mais demeurent peu enthousiasmantes, notamment au niveau des sciences où le Luxembourg pâtit d'un manque de scientifiques et d'ingénieurs, le positionnant au 81^e rang. Carlo Thelen souligne que «*outre les investissements historiquement élevés en R&D des acteurs privés, comme Goodyear ou Dupont, le gouvernement a fait beaucoup d'efforts pour les partenaires du secteur en matière d'innovation dans le cadre de la stratégie de Lisbonne. Notons, en particulier, la signature de contrats de performance avec les entreprises innovantes, ainsi que la création de Luxinnovation ou du CRP Henri Tudor.*» Il se résigne cependant à consta-



ter que «*le PIB est gonflé par la place financière, et donc que ces investissements paraissent moindres.*»

Parallèlement, la sophistication des entreprises et l'agilité technologique s'affirment en moteurs de la compétitivité luxembourgeoise. La moyenne de ces deux piliers satisfait l'économiste de la Chambre de Commerce, qui y adosse les chiffres de l'industrie des nouvelles technologies de l'information et de la communication, «*10% du PIB et 15% de l'emploi*», mais s'interroge néanmoins sur les réelles intentions gouvernementales après la crise et craint que les investissements de long terme ne diminuent.

Les performances macroéconomiques du Luxembourg substantiellement détériorées suite à la

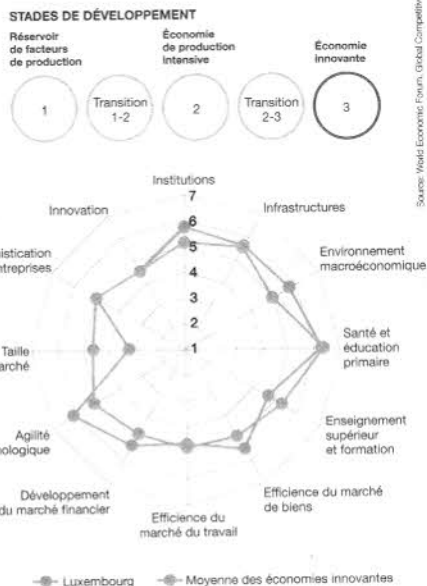
«On n'arrive pas à s'entendre sur notre manque de compétitivité»

CARLO THELEN (CHAMBRE DE COMMERCE)



Photo: Olivier Mathis (archiviste)

Les performances du Luxembourg



Source: World Economic Forum, Global Competitiveness Report 2010

crise sont à l'origine de ces craintes. La forte exposition aux fluctuations du marché financier a provoqué une onde de choc ressentie sur l'ensemble de l'économie, à commencer par les recettes de l'Etat. Carlo Thelen rappelle que «25% des recettes fiscales proviennent directement de la place financière» et anticipe des politiques budgétaires nuisant à la compétitivité de l'économie: «Le gouvernement pourrait choisir la facilité et faire des coupes qui ne coûteraient pas trop cher électoralement, mais qui affecteraient la compétitivité à plus long terme. Je pense à des écoles, aux raccordements à des sources énergétiques étrangères ou au développement de Belval.» Il invite donc à surveiller les dépenses budgétaires en termes d'investisse-

ment, notamment sur les «soft factors qui renforcent la compétitivité hors coûts». Car la dynamique ne s'arrêterait pas là et continuerait de contamine le reste de l'économie luxembourgeoise. «Par exemple, de mauvaises infrastructures provoqueraient l'augmentation des coûts de production des entreprises», rapporte M. Thelen, et nuiraient par conséquent à la compétitivité-prix.

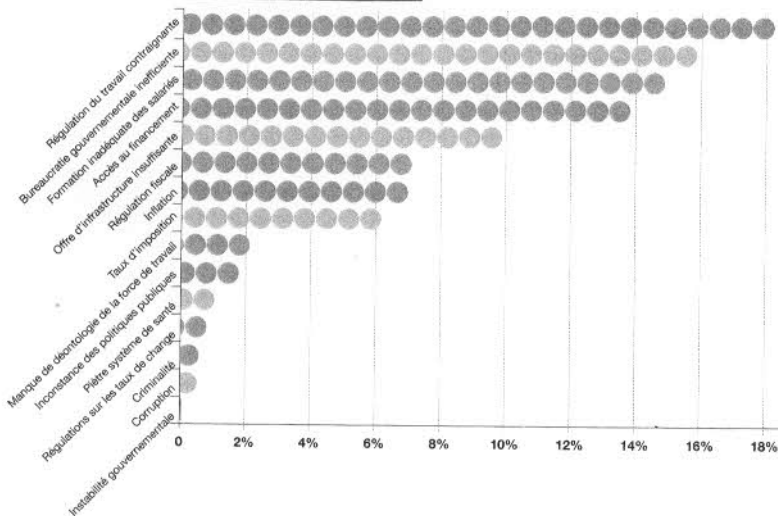
Parole de chef d'entreprise

N'en déplaise à M. Krugman, les entrepreneurs luxembourgeois se préoccupent très sincèrement de la compétitivité de leur pays d'établissement. Carlo Thelen rappelle que le rapport du Wef se fait l'écho de leurs préoccupations: «Ce sont eux qui

savent le mieux interpréter l'évolution de la compétitivité», d'autant que le cosmopolitisme de cette catégorie professionnelle luxembourgeoise, ainsi que son expérience internationale, confèrent à leurs propos une légitimité accrue. Parmi leurs préoccupations, la bureaucratie trop lourde et inefficace. Carlo Thelen confirme: «Les nombreuses démarches administratives, comme les autorisations de construire ou de s'établir, les études, etc. poussent certains entrepreneurs à migrer derrière les frontières.» Malgré les efforts de certains ministères pour développer l'accessibilité par l'Internet, les entrepreneurs continuent de faire de cet enjeu leur cheval de bataille.

Cependant, c'est la régulation du travail qui constitue le principal souci des entrepreneurs

Les facteurs les plus problématiques pour le business



■ | selon l'index de compétitivité. En plus de sa partie liée au licenciement, Carlo Thelen note que «sans les frontaliers, il y aurait un grave problème de disponibilité de main-d'œuvre. La difficulté pour recruter, la rigidité des heures de travail... tout cela coûte à l'entreprise!».

L'UEL, auteur cette année de la première édition de l'Annuaire de la compétitivité, émet elle aussi des réserves sur le développement de l'économie luxembourgeoise à long terme. Selon l'association représentant les entreprises établies au Grand-Duché, «sans changement de politique, le modèle luxembourgeois nécessiterait une croissance du PIB réel de 5 à 6% pour financer ses engagements». Or, M. Thelen rebondit, «les taxes ne peuvent plus être augmentées». L'impôt sur le revenu des collectivités, le taux d'imposition marginal des sociétés, l'impôt sur la fortune des sociétés et le prélèvement de crise n'offrent aux entreprises luxembourgeoises aucun avantage comparatif en termes de taux d'imposition puisqu'il figure bien au-dessus de la moyenne européenne. M. Thelen insiste, «nous sommes bien loin du projet de taux à 25,5% prévu par le gouvernement avant la crise», puis met les pieds dans le plat, «avec une inflation qui impacte déjà les coûts...».

Inflation et coûts salariaux: un débat sans fin

L'inflation amoindrit «le pouvoir d'achat des salariés et la compétitivité-prix des entreprises qui, selon Lionel Fontagné dans une interview accordée à *paperjam* (édition février 2010), ont déjà distribué

plus de salaires que ce qu'autorisait la productivité». L'inflation luxembourgeoise croît plus rapidement que celle de ses principaux partenaires commerciaux, dégradant ainsi les termes de l'échange et la compétitivité des entreprises établies au Grand-Duché. Pour le professeur à la Sorbonne, le «débat emblématique du Luxembourg, c'est les coûts salariaux, mais l'indexation n'en est qu'une composante parmi d'autres... Même si Carlo Thelen ne manque pas de souligner que «l'effet d'auto-allumage entraîne la hausse des prix qui se transforme à son tour en hausse des coûts de productions».

Mais si Paul Krugman avait raison et que le concept de compétitivité appliqué à un pays n'était que rhétorique? Selon l'intéressé, le commerce n'oppose pas les pays dans une volonté d'occuper les meilleurs fauteuils, mais matérialise la rencontre de partenaires qui y retrouvent leurs intérêts. Les entreprises luxembourgeoises seraient donc bien inspirées, comme le suggère Carlo Thelen, de continuer à «fonctionner dans les marchés de niche» et le gouvernement de leur offrir les conditions nécessaires à leur développement. Parce que la compétitivité concerne avant tout les entrepreneurs, créateurs de richesse, qui se préoccupent plus de l'environnement dans lequel ils évoluent que de la compétitivité du Luxembourg en tant que telle.

Les divers rapports existants rappellent donc au gouvernement ces enjeux qui constituent autant de pistes à explorer. Or, en période de crise économique et d'impécuniosité, l'arbitrage n'est pas aisé entre politiques structurelles de long terme et «économies de bout de chandelles». ●